

Article sélectionné dans

la matinale du 29/03/2016 [Découvrir l'application](#) (<http://ad.apsalar.com/api/v1/ad?re=0&st=359392885034&h=5bf9bea2436da250146b6e585542f4e74c75620e>)

## Aux pays musulmans de réviser leurs « politiques d'éducation »

LE MONDE | 29.03.2016 à 06h44 • Mis à jour le 29.03.2016 à 12h28



Kamel Daoud à Marseille le 27 octobre 2014. BERTRAND LANGLOIS / AFP

**Par Ishac Diwan et El Mouhoub Mouhoud**

Un débat stupéfiant s'est installé en [France](#) depuis quelques semaines à propos du cas Kamel Daoud. Un groupe d'universitaires, qui s'est exprimé dans ces colonnes mêmes par une pétition lancée le 12 février 2016, lui a reproché des propos essentialistes sur les musulmans et les rapports entre les hommes et les femmes en partant du cas des agressions commises pendant la nuit de la Saint-Sylvestre à Cologne, affectées trop vite à des réfugiés venant des pays musulmans (*Le Monde*, 31 janvier 2016). L'auteur de *Meursault, contre-enquête* (Actes Sud, 2014), acculé à se [justifier](#) et à [endosser](#) la caractérisation définitive d'islamophobe, a décidé de [précipiter](#) sa décision d'arrêter le journalisme pour se [consacrer](#) à la littérature.

Kamel Daoud, relayant la tradition du courage de l'intellectuel briseur de tabous et avant-gardiste des [sociétés](#), a raison de [poser](#) le problème du rapport aux femmes et à la sexualité dans les pays arabes. Il ne considère pas, à juste [titre](#), que poser la question de la domination masculine et [dénoncer](#) les attitudes agressives à l'égard des femmes spécifiquement dans les pays arabes et/ou musulmans serait [faire](#) preuve de racisme ou d'islamophobie.

De leur côté, les signataires de la tribune se trouvent injustement réduits au même niveau que les groupes radicaux qui ont lancé des fatwas contre Daoud, alors qu'ils invoquent la nécessité d'une analyse multifacteurs.

### **Le faible gain d'émancipation par l'éducation**

Pour [sortir](#) de ce débat manichéen – les pro contre les anti-Daoud, nous souhaitons [proposer](#) une

analyse fondée sur les travaux empiriques récents utilisant des bases de données de grandes enquêtes d'opinion menées dans de nombreux pays, dont nous n'ignorons pas également les limites et les précautions qu'il convient de tenir en les utilisant.

Sans prétendre nous substituer aux travaux et approches approfondis des anthropologues ou des sociologues, nous pouvons apporter un gain en précision grâce aux données d'enquêtes d'opinion. L'enquête de la World Value Survey qui contient plusieurs questions relatives au genre, lancée autour des années 2012-2013, a été menée auprès de 130 000 personnes dans le monde, dont 25 000 dans les pays du monde arabe, est instructive.

Si l'on n'appréhende pas directement la question de la frustration sexuelle – élément clé de l'analyse de Kamel Daoud dans son article – on peut s'en approcher en s'intéressant à la question de l'opinion que les personnes interrogées peuvent avoir à l'égard du patriarcat défini comme un système familial, dans lequel règne la division sexuelle du travail fondée sur la domination masculine.

Un indicateur composite permet d'évaluer l'adhésion des personnes interrogées à ce système, à partir de réponses à trois questions : « Lorsque les emplois sont rares, les hommes doivent-ils être prioritaires sur les femmes pour occuper un emploi ? » ; « Les hommes sont-ils de meilleurs leaders politiques que les femmes ? » ; « Les études supérieures sont-elles plus importantes pour un homme que pour une femme ? »

Il apparaît tout d'abord que c'est bien dans les pays arabes que les valeurs patriarcales sont les plus affirmées par rapport aux autres régions du monde. Ensuite, les femmes n'acceptent pas et n'intériorisent pas les valeurs patriarcales dans les pays arabes comme dans la plupart des régions du monde. Le patriarcat s'exerce donc davantage par la coercition et la violence à l'égard des femmes.

En troisième lieu, si l'on observe bien un biais favorable au patriarcat dans les pays musulmans, son importance est quatre fois moindre que dans les pays arabes, des pays qui ont la particularité d'avoir été presque tous gérés par des régimes autoritaires depuis leur indépendance. Il s'agit donc moins d'un problème intrinsèquement lié à l'islam, qu'à des éléments politiques profondément marqués par l'emprise d'un système basé sur la domination.

Enfin, dans la plupart des pays du monde, ce sont les gens les plus éduqués qui supportent le moins le système du patriarcat. L'école et l'enseignement supérieur ont joué un rôle clé dans l'émancipation des femmes qui leur ont permis de s'engager dans des luttes féministes qu'elles poursuivent encore, en particulier sur la question des inégalités de salaires. Les hommes se libèrent également grâce au savoir et à la critique des schémas de reproduction patriarcaux. Les résultats de ces enquêtes montrent aussi et surtout que dans les pays arabes, les personnes les plus éduquées sont à peine plus émancipées par rapport à ce système de valeurs que les personnes moins éduquées. Le gain d'émancipation par l'éducation y est trois fois plus faible que pour la moyenne mondiale.

## De l'éducation à l'endoctrinement

Et c'est là, à notre avis, le point clé qui devrait occuper les débats. Au lieu d'émanciper les citoyens, les systèmes d'éducation dans les pays arabes reproduisent et renforcent les valeurs conservatrices et les rapports de domination homme-femme. On pourrait s'en tenir à une explication en termes de mauvaise qualité de l'éducation en dépit des efforts quantitatifs consentis.

En réalité, l'analyse du contenu pédagogique des programmes scolaires dans les pays arabes révèle l'existence d'éléments d'endoctrinement des élèves – peu d'intérêt pour les compétences analytiques, la focalisation à outrance sur les valeurs religieuses, le découragement de l'expression personnelle au profit du conformisme conduisant à favoriser à outrance les valeurs d'obéissance (au père, au maître...) et à décourager la contestation de l'autorité. Les régimes arabes ont réellement mis en œuvre des pratiques d'ingénierie sociale dans la poursuite des objectifs de survie des élites au pouvoir.

Plus généralement, comme le montrait déjà Pierre Bourdieu, les institutions, au premier plan l'école, ont pour but la survie du système de domination des élites. C'est bien ce qui s'est passé dans les pays arabes : après la parenthèse du lendemain des processus de décolonisation qui ont vu la promotion des valeurs nationalistes, d'autodétermination des peuples et de révolution

anti-impérialiste, à partir des années 1970-1980, l'éducation est devenue un instrument aux mains des élites au pouvoir pour **mater** le désir d'émancipation **politique** des jeunes séduits par les mouvements de gauche en introduisant l'islam dans les programmes scolaires, avant de **redoubler** cet effort dans les années 1990 pour **contrer** la montée des islamistes en leur faisant la compétition sur leur propre terrain.

Plutôt que de **privilégier** l'explication des effets de l'islam comme principal moteur de la domination masculine, il faut s'interroger davantage sur les déficiences des systèmes d'éducation et à leur rôle d'instrument de domination qui utilisent l'islam au service de la survie et de la reproduction des régimes autoritaires qui sévissent dans le monde arabe depuis déjà des décennies.

Pour **préparer** un futur plus radieux, aussi bien sur les questions de genre, que d'émancipation sociale et **politique**, il faudrait que les franges progressistes de la société civile dans le monde arabe arrivent déjà à **arracher** des progrès significatifs dans les politiques d'éducation pour préparer leurs jeunes aux défis d'un monde qui puisse **fonctionner** sans patriarche dominateur.

---

Ishac Diwan dirige la chaire Monde arabe, à l'université de recherche Paris Sciences et Lettres et El Mouhoub Mouhoud est professeur d'économie à Paris Dauphine-Paris sciences et lettres. Ils sont tous les deux chercheurs associés à l'Economic Research Forum (Caire).

---